

TIC-TAC HEBDO

Magazine du week-end – 25 Avril 2026

L'hebdomadaire d'informations et d'actualités du groupe de presse TIC-TAC, basé à Goma, au Nord-Kivu.

PRIX 2500 Fc

-Goma : plus de 500 candidats participent à la sixième édition des épreuves de préparation professionnelle

-Nord-Kivu : préparatifs des épreuves hors session de l'Examen d'État 2026, l'IPPA
Idriss Faranga rassure

Groupe de Presse TIC-TAC 02, Avenue Bunia, Quartier Murara (derrière Instigo,) Goma, Nord-Kivu Tél. : +243 994 054 675 Email : stickrdc@gmail.com

EJVM+ LE MÉCANISME QUI DOIT TRANSFORMER LA GUERRE EN PREUVES



Né des tensions régionales et renforcé à Montreux, le mécanisme conjoint élargi de vérification du cessez-le-feu (**EJVM+**) s'impose désormais comme le pilier du processus entre **Kinshasa et l'AFC/M23**. Entre espoir de stabilisation et risques d'échec, son application sur le terrain sera déterminante pour **l'avenir du Kivu**.

PROCES CAMBRIOLAGE A KINSHASA



DEUX SACS SENSÉS CONTENIR

PRÈS DE 10.000\$

ET 20 MILLIONS DES FC

PRÉSENTÉ VIDE

KINSHASA: Selon les éléments de l'affaire, le Tribunal militaire de garnison de la Gombe, siégeant en foraine à Barumbu, a ouvert le 23 avril 2026 le procès de trois suspects accusés d'avoir braqué un cambiste au quartier Mozindo. Lors de cette attaque, les présumés auteurs auraient emporté environ 20 millions de francs congolais ainsi que plus de 9 000 dollars américains.



Goma : l'AFC/M23 en dialogue avec les éleveurs de petits et gros bétails

Dans le cadre de sa politique de proximité avec les différentes couches sociales, l'AFC/M23 a tenu une rencontre avec les éleveurs de petits et gros bétails en ville de Goma, ce samedi 25 avril 2026.



ÉDITORIAL | Entre engagements et réalités : le Kivu à l'épreuve des actes

Le mois d'avril 2026 restera sans doute comme un moment charnière dans l'évolution de la crise à l'Est de la République démocratique du Congo. De Montreux à Washington, jusqu'à Goma, une dynamique nouvelle semble se dessiner : celle d'un passage progressif des engagements diplomatiques aux réalités du terrain. Les assises de Montreux ont permis d'établir un cadre structuré entre le gouvernement congolais et les représentants de l'AFC/M23. Pour la première fois depuis plusieurs cycles de tensions, un communiqué conjoint détaillé a posé des bases claires, notamment sur l'accès humanitaire, la protection des civils et l'opérationnalisation du mécanisme conjoint

élargi de vérification du cessez-le-feu, le EJVM+.

Ce mécanisme, longtemps considéré comme un simple outil technique, devient aujourd'hui le véritable cœur du processus. Il marque une évolution importante : celle d'un cessez-le-feu qui ne repose plus uniquement sur des déclarations, mais sur une capacité concrète de surveillance, de vérification et de responsabilisation des parties. Mais au-delà des négociations, c'est sur le terrain que se joue désormais la crédibilité de ces engagements. La visite à Goma du chef de la MONUSCO, James Swan, illustre ce basculement vers une phase opérationnelle. Elle témoigne de la volonté de mettre en œuvre les décisions prises et de donner au mécanisme de vérification les moyens de fonctionner efficacement.

Dans le même temps, plusieurs initiatives observées dans les zones sous administration de l'AFC/M23 montrent une évolution dans la gestion locale. L'accès à l'eau potable à Kibumba, la construction d'infrastructures administratives à Munigi ou encore les échanges avec les éleveurs à Goma traduisent une volonté de répondre aux besoins immédiats des populations et de structurer la gouvernance locale.

Ces actions, qu'elles soient perçues comme des avancées ou analysées avec prudence, participent à une réalité qu'il devient difficile d'ignorer : celle d'un terrain en mutation, où les attentes des populations dépassent désormais

les logiques de confrontation. Cependant, cette dynamique reste fragile. Le mécanisme EJVM+, aussi structuré soit-il, ne pourra produire des effets durables sans une volonté politique réelle des parties. L'histoire récente de la région rappelle que de nombreux engagements prometteurs n'ont pas résisté à l'épreuve du terrain. Les défis sont nombreux : accès aux zones sensibles, confiance entre les acteurs, respect des engagements, transparence dans la gestion des situations et des preuves. Sans ces éléments, aucun mécanisme ne peut fonctionner durablement. Dans ce contexte, les initiatives de dialogue avec les différentes couches sociales doivent être renforcées. La paix ne peut être durable que si elle est portée et comprise par les populations elles-mêmes. Le mois d'avril aura ainsi posé une question essentielle : les engagements pris seront-ils suivis d'effets ? Pour les populations du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, l'heure n'est plus aux promesses, mais aux résultats concrets. Sécurité, liberté de circulation, accès aux services de base : voilà les véritables critères qui permettront de juger de la réussite ou de l'échec du processus en cours. Entre espoir et vigilance, le Kivu se trouve aujourd'hui à un tournant décisif. Un moment où chaque engagement doit être suivi d'actions, et où chaque action sera observée avec attention.

GOMA : L'AFC/M23 EN DIALOGUE AVEC LES ÉLEVEURS DE PETITS ET GROS BÉTAILS



Dans le cadre de sa politique de proximité avec les différentes couches sociales, l'AFC/M23 a organisé une rencontre avec les éleveurs de petits et gros bétails en ville de Goma, ce samedi 25 avril 2026.

LIRE SUITE P3



Depuis qu'il administre plusieurs zones des provinces du Nord et du Sud-Kivu, le mouvement politico-militaire multiplie les échanges avec les structures socioprofessionnelles. L'objectif est d'écouter les préoccupations des populations et de rechercher des solutions communes pour améliorer la cohabitation et les activités économiques.

La rencontre s'est tenue sous la présidence du Général-Major Sultani Makenga, chef d'état-major de l'Armée Révolutionnaire Congolaise, en présence du gouverneur de province Bahati Musanga Erasto et de ses adjoints.

Au cours des échanges, les éleveurs ont été appelés à promouvoir le vivre-ensemble, la cohabitation pacifique et le respect des règles encadrant l'élevage. L'accent a été mis sur l'interdiction de l'élevage dans le Parc national des Virunga, la lutte contre la divagation des animaux et la prévention des conflits entre communautés.

Prenant la parole, le gouverneur de province a plaidé pour la mise en place de comités locaux d'éleveurs dans les territoires concernés. Ces structures auront pour mission d'identifier les problèmes du secteur, de proposer des solutions adaptées et de servir d'interface entre les éleveurs et les autorités. Il a également souhaité que ce type de rencontre soit organisé régulièrement, notamment tous les

six mois.

À l'issue des échanges, les éleveurs venus de différentes zones ont exprimé leur satisfaction, estimant avoir été écoutés et compris. Pour plusieurs participants, il s'agissait d'une occasion importante de dialoguer directement avec les autorités et de présenter leurs préoccupations liées à la sécurité du bétail, à l'accès aux pâturages et à l'organisation du secteur.

En signe de reconnaissance pour l'amélioration du climat sécuritaire dans les zones sous leur contrôle, les éleveurs ont apporté un soutien aux responsables de l'AFC/M23. Selon les informations recueillies, plus de 300 têtes de bétail, dont des vaches et des chèvres, ainsi que

d'autres produits issus de l'élevage, ont été remis aux autorités, accompagnés d'une contribution financière.

Ce geste, qualifié de symbolique, traduit la satisfaction des éleveurs et leur volonté d'accompagner les initiatives visant la stabilisation et le développement.

Cette rencontre marque une étape importante dans la structuration des relations entre les autorités et les acteurs du secteur de l'élevage. Elle ouvre la voie à une collaboration plus étroite, avec pour objectif de renforcer la stabilité, prévenir les conflits et améliorer les conditions de vie des populations.

Guellord Risasi



Nord-Kivu : préparatifs des épreuves hors session de l’Examen d’État 2026, l’IPPA Idriss Faranga rassure



À l’approche des épreuves hors session de l’Examen d’État 2026 en République démocratique du Congo, prévues début mai, notamment le 4 mai pour la dissertation et le cycle court, l’inspecteur principal provincial ad intérim (IPPA) Idriss Faranga, ainsi que d’autres autorités éducatives de la province éducationnelle Nord-Kivu 1, multiplient les messages pour

rassurer la communauté éducative quant au bon déroulement de ces épreuves préliminaires.

Tout en saluant la réforme introduite cette année dans les grilles d’évaluation par le

ministère de l’Éducation nationale et Nouvelle Citoyenneté, notamment l’épreuve d’anglais oral, Idriss Faranga estime que cette innovation vise à évaluer la compétence communicative des finalistes et à corriger les lacunes observées dans l’apprentissage de cette langue.

« Nos élèves, après le secondaire, rencontrent souvent des difficultés liées à la maîtrise de l’anglais, surtout lorsqu’ils poursuivent leurs études universitaires, que ce soit en présentiel ou en ligne. Beaucoup sont obligés de consacrer une année entière à l’apprentissage de cette langue. Cette réforme vise à corriger cela dès la base », a-t-il indiqué, tout en rassurant que les candidats de la province éducationnelle Nord-Kivu 1 sont prêts à affronter cette nouvelle épreuve. Outre l’introduction de l’épreuve d’anglais

pour cette session 2026, le ministère de l’Éducation nationale et Nouvelle Citoyenneté a également introduit la décentralisation de la numérisation des

épreuves. Plusieurs centres de scannage des copies sont en cours d’installation à travers la République démocratique du Congo, dans le but de renforcer la sécurisation des examens et d’accélérer le processus de correction automatique, conformément aux normes en vigueur.

Cependant, au-delà des innovations et des préparatifs techniques, cette session de

l’Examen d’État 2026 interpelle profondément sur la valeur réelle du diplôme dans notre société. Dans un contexte où certains candidats sont tentés de rechercher la réussite par des voies détournées, notamment la fraude ou l’achat de titres scolaires, les autorités éducatives rappellent que l’école doit rester un lieu d’apprentissage, de mérite et de rigueur. Obtenir un diplôme sans avoir acquis les compétences nécessaires constitue non seulement une tromperie envers soi-même, mais aussi un danger pour l’avenir professionnel et pour la société tout entière. Un système éducatif crédible repose sur des diplômés compétents, capables de répondre aux défis du monde moderne. C’est pourquoi chaque élève est appelé à privilégier le travail, la discipline et l’intégrité. Car au-delà du papier obtenu, c’est le savoir et la compétence qui ouvrent véritablement les portes de l’avenir.

****Anselme Syangoma****

Goma: Plus de 500 candidats participent à la sixième édition de la préparation professionnelle

La sixième édition des examens diagnostiques des épreuves certificatives nationales de fin de formation professionnelle, session 2026, a été officiellement lancée ce dimanche 26 avril 2026 sur toute l’étendue de la province éducationnelle du Nord-Kivu 1 ainsi que dans l’ensemble de la République démocratique du Congo.

En ville de Goma, la cérémonie de lancement a été présidée par la conseillère du gouverneur de province en charge de l’éducation, Chantal Murekatete, en présence des autorités scolaires et de représentants de l’AFC/M23. Elle a rassuré les candidats quant au bon déroulement des épreuves dans un climat sécurisé.

« La tenue de cette activité dans des conditions sécurisées traduit l’engagement constant des autorités à promouvoir une éducation de qualité, avec un accent particulier sur la formation professionnelle, considérée comme un levier stratégique du développement », a-t-elle déclaré.

Avant de prodiguer quelques conseils aux candidats, elle a rappelé que ces épreuves visent à évaluer le niveau d’acquisition des connaissances de base nécessaires à la formation professionnelle.

Selon les données fournies par l’inspecteur principal provincial des provinces



éducationnelles Nord-Kivu 1 et 3, Germain Gaserege, un total de ****587 candidats****, dont ****219 filles et 367 garçons****, participent à ces évaluations, répartis dans ****21 centres de passation****.

Il a également précisé que les candidats qui ne satisferont pas aux critères requis bénéficieront d’un encadrement renforcé afin d’améliorer leurs compétences.

Ces épreuves, organisées sur toute l’étendue du territoire national, se déroulent sur une seule journée et constituent une étape importante dans le processus de formation et d’évaluation des apprenants.

Cependant, au-delà de cette organisation et des dispositifs mis en place, ces

évaluations doivent aussi être perçues comme un moment de prise de conscience pour les candidats. Dans un contexte où certains peuvent être tentés de rechercher des résultats sans fournir d’efforts réels, les autorités éducatives insistent sur l’importance du mérite et du travail personnel. La formation professionnelle repose avant tout sur des compétences concrètes et pratiques, indispensables à l’insertion dans la vie active. Chercher à contourner les exigences de ces épreuves revient à compromettre son propre avenir. Les candidats sont ainsi appelés à faire preuve de sérieux, de discipline et d’intégrité, car seule une formation basée sur des connaissances réelles peut garantir des opportunités durables.

****Anselme Syangoma****

EJVM+ : de mécanisme régional à pilier du cessez-le-feu entre Kinshasa et l'AFC/M23



Plusieurs facteurs peuvent favoriser la réussite du mécanisme. D'abord, sa structuration technique permet de produire des informations crédibles, réduisant ainsi les accusations non vérifiées. Ensuite, l'implication directe des acteurs du terrain, notamment l'AFC/M23, renforce la portée des engagements. Enfin, le soutien des partenaires internationaux contribue à maintenir une pression diplomatique constante.

Cependant, des risques importants subsistent. Le principal reste le manque de volonté politique. Aucun mécanisme, aussi performant soit-il, ne peut fonctionner si les parties ne respectent pas leurs engagements. Les contraintes d'accès au terrain, les tensions persistantes et le manque de confiance entre les acteurs peuvent également limiter son efficacité.

Au cœur des engagements pris lors des assises de Montreux en avril 2026 entre le gouvernement congolais et l'AFC/M23, un outil technique s'impose désormais comme central : le mécanisme conjoint élargi de vérification du cessez-le-feu, plus connu sous le nom de EJVM+. Longtemps discret et peu connu du grand public, ce dispositif devient aujourd'hui l'un des éléments les plus déterminants du processus de paix en cours à l'Est de la République démocratique du Congo.

Le mécanisme de vérification trouve son origine dans les tensions récurrentes entre la RDC et certains pays de la région des Grands Lacs, marquées par des accusations d'infiltration, de soutien aux groupes armés et de violations des frontières. Pour éviter une escalade entre États, des mécanismes régionaux avaient été mis en place afin d'observer la situation et produire des rapports indépendants.

Cependant, avec la complexification du conflit à l'Est de la RDC, caractérisé par la présence de multiples groupes armés et des dynamiques locales très imbriquées, ce dispositif initial s'est rapidement révélé limité. Il ne permettait ni un suivi efficace du terrain, ni une vérification crédible des violations.

C'est dans ce contexte qu'est né le EJVM+, une version renforcée et élargie du mécanisme initial. Le "plus" (+) ne relève pas du simple symbole : il traduit une extension réelle des capacités du dispositif, avec un champ d'action plus large, une meilleure coordination et une implication accrue des acteurs concernés.

L'un des tournants majeurs intervenus à Montreux est l'intégration effective de l'AFC/M23 dans ce mécanisme. Cette évolution marque une rupture importante avec les approches précédentes, souvent centrées uniquement sur les États. Désormais, les acteurs présents sur le terrain participent directement au processus de vérification, ce qui renforce la responsabilité et la crédibilité des engagements pris.

Concrètement, le EJVM+ a pour mission d'observer les zones sensibles, de vérifier les violations du cessez-le-feu, de documenter les incidents et de produire des rapports fiables. Il vise à remplacer les accusations politiques par des faits vérifiés, permettant ainsi de limiter les tensions et de prévenir les escalades.

Dans cette dynamique, la MONUSCO joue un rôle central. Elle apporte un appui logistique, technique et opérationnel indispensable au déploiement du mécanisme. La visite du chef de la mission, James Swan, à Goma le 24 avril 2026 marque le passage à une phase plus concrète, où les engagements doivent être traduits en actions sur le terrain.

Avec les décisions prises à Montreux, le EJVM+ devient ainsi le pilier du cessez-le-feu. Il marque une évolution majeure : le passage d'un processus basé sur des déclarations politiques à un système fondé sur des mécanismes concrets de contrôle et de suivi.

Mais au-delà de son architecture, la question centrale reste celle de son efficacité réelle.

Le EJVM+ représente ainsi un véritable test pour le processus de paix en cours. Il ne s'agit plus seulement de négocier ou de signer des accords, mais de les appliquer, de les vérifier et d'en assumer les conséquences.

Pour les populations du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, ce mécanisme incarne un espoir concret : celui de voir enfin un cessez-le-feu respecté et contrôlé. Mais cet espoir reste fragile. Les habitants attendent des résultats visibles, notamment en matière de sécurité, de circulation et d'accès aux services essentiels.

En définitive, le EJVM+ marque une nouvelle étape dans la gestion du conflit à l'Est de la RDC. Il traduit une volonté de passer de la parole à l'action, du discours à la preuve. Mais son succès dépendra d'une condition essentielle : la capacité des acteurs à respecter les règles qu'ils ont eux-mêmes définies.

Dans les semaines à venir, la mise en œuvre effective du mécanisme sur le terrain constituera un indicateur clé de l'évolution du processus de paix. Les premiers rapports, les premières vérifications et les premières réactions des parties permettront de mesurer si cette approche peut réellement instaurer une dynamique durable. Plus qu'un simple outil, le EJVM+ sera jugé à sa capacité à produire des résultats concrets et à restaurer progressivement la confiance entre les acteurs, condition indispensable pour toute perspective de stabilisation à long terme.

****Rédaction TIC-TAC HEBDO****

Le groupement de Munigi a désormais un bureau administratif neuf



C'est ce mardi 21 avril 2026 qu'a eu lieu la cérémonie d'inauguration du bureau administratif du groupement de Munigi, chefferie de Bukumu, territoire de Nyiragongo dans la province du Nord-Kivu, où ont pris part plusieurs personnalités.

Prenant la parole pour accueillir les invités, le chef de groupement Mutumishi Kifende a indiqué être content de réceptionner ce bijou, qui va lui permettre de travailler dans les bonnes conditions.

« Quand je vois ce bureau, je sens dans mon fort intérieur que je suis l'homme le plus heureux du monde.

Par la grâce divine, nos autorités et la population m'ont montré leur soutien indéfectible et ensemble travaillons main dans la main pour le bien de notre pays » a-t-il dit sourire aux lèvres.

Pour sa part Kahembe Butsitsi Isaac IV Mwami de la chefferie de Bukumu, n'a pas manqué de saluer la qualité de l'ouvrage tout en disant que le groupement de Munigi méritait avoir un bâtiment comme celui-ci.

« Munigi est parmi les grands groupements de la chefferie de Bukumu et a beaucoup d'habitants par rapport aux 7 autres.

C'est une grande joie pour moi personnellement de voir ce groupement avoir une telle infrastructure.

J'encourage le Gouverneur Bahati Musanga Erasto, pas seulement pour la qualité de l'ouvrage mais aussi pour les travaux d'asphaltage du tronçon vision 20-20, qui était dans un état de délabrement très avancé.

Toujours dans le cadre du développement, c'est grâce à la bonne volonté de l'autorité provinciale que le calvaire vers vision 20-20 appartient au passé, car nous sommes allés vers lui pour plaider sur ce fléau et nous avons une réponse favorable.

Pourquoi ne pas encourager quelqu'un qui a le développement dans ses veines comme notre Magufuli Bahati Musanga Erasto » se réjouit Sa Majesté Kahembe Butsitsi Isaac IV, chef de la chefferie de Bukumu.

Prince Mpabuka administrateur du territoire de Nyiragongo, a insisté sur le rôle social que doit jouer ce bureau.

A l'en croire, ce bureau n'est pas un lieu où le chef de groupement doit venir s'asseoir uniquement mais un endroit plutôt dans le cadre de la politique de proximité de l'AFC-M23 d'accueillir toutes les couches de la population sans discrimination, quel que soit son rang.

« Ce bureau est là pour écouter les doléances de chaque citoyen, un endroit où justice doit être rendue aux ayants droits et pas la justice

de Tshisekedi.

Quel que soit les divergences culturelles, cet endroit doit réunir les personnes issues de toutes les communautés du groupement de Munigi sans pour autant avoir de cas de marginalisation et discrimination.

Mon vœu est de voir que tout celui qui viendra à ce bureau avec un problème, qu'il puisse rentrer chez lui à la maison avec une solution » précise Prince Mpabuka dans sa prise de parole.

Au nom du Gouverneur de province Bahati Musanga Erasto, Rémy Segihobe son directeur de cabinet adjoint a procédé à la coupure du ruban symbolique et a félicité le chef de groupement pour sa détermination constante.

« Permettez-moi avant toute chose de rendre hommage aux bienfaiteurs de cette œuvre remarquable en faveur de la population et qui sera utile mais également bénéfique aux habitants de Munigi.

C'est ici pour moi, l'occasion de féliciter le chef de groupement qui malgré le retard causé par la guerre, n'a pas baissé les bras pour mobiliser les partenaires afin de poursuivre avec les travaux.

C'est une fierté non pas seulement pour le territoire de Nyiragongo mais surtout pour toute la province du Nord-Kivu » conclut-il.

Cette cérémonie s'est clôturée par une visite des locaux, une occasion pour les invités de découvrir les services et la vie administrative du groupement de Munigi.

Guellord Risasi

A Kibumba en territoire de Nyiragongo, l'eau coule dans les robinets, un ouf de soulagement pour la population



Le territoire de Nyiragongo est l'unique dans la province du Nord-Kivu, ou avoir de l'eau potable de la Regideso était un rêve quasi-impossible, il fallait attendre la pluie ou bien parcourir de longues distances pour s'en procurer cela avec toutes les conséquences entre le noyage, viol des filles, les accidents...

En effet, dans cette entité proche de la ville de Goma et dirigé par le technocrate Prince Mpabuka, ce cauchemar appartient déjà au passé car l'eau potable coule déjà dans plusieurs robinets, ce qui est un ouf de soulagement pour cette population qui voit sa souffrance prendre fin, celle de trouver en temps voulu cette denrée vitale.

Il y a de cela quelques jours, les responsables de l'AFC-M23 avaient procédé à l'inauguration de robinets à Kibumba, territoire de Nyiragongo à quelques kilomètres de la ville, cela a été une très grande surprise pour ces habitants, qui ne s'attendaient même pas à cet évènement.

La rédaction centrale de Tic-Tac Hebdo y a fait une descente à Kibumba le mercredi 22 avril 2026 afin de se rendre compte de la réalité sur terrain.

Selon le constat fait, l'eau coule dans plus de 20 robinets, c'est une réalité absolue, la population n'a plus à s'inquiéter car ce problème est déjà décanté, place maintenant à celui de l'approvisionnement en courant

électrique et d'autres qui trouveront solution dans un futur proche.

Un des gestionnaires de l'eau dans cette partie de Kibumba qui s'est confié à votre rédaction a tenu à préciser qu'il était impossible d'avoir de l'eau à Nyiragongo, ce qui exposer les gens à des maladies d'origine hydrique mais ce problème est déjà résolu, bien que l'eau n'est pas distribué sur toute l'étendue du territoire de Nyiragongo mais le processus se poursuit progressivement.

« Le jour de l'inauguration de ces robinets était une grande fête ici chez-nous, nous avons tellement souffert pour se procurer de l'eau potable.

Actuellement j'ai plus de 60 ans, j'avais vu l'eau couler dans un robinet quand j'avais moins de 13 ans et voilà ce jour, nous avons de l'eau en permanence.

Je remercie les autorités en place qui viennent de permettre à mettre fin à ce casse-tête et que la coulée de l'eau potable dans nos robinets est un ouf de soulagement pour nous.

Nous promettons de les accompagner dans toutes leurs actions car un bon leader est celui qui dans sa tête met en priorité le développement de ses administrés et voilà, nous sommes de l'approvisionnement gratuit de l'eau potable à Kibumba » a-t-il ajouté tout en appelant la population de Nyiragongo de bien protéger ces ouvrages.

Ce dernier indique comme l'eau est déjà permanente, le courant ne vas pas aussi trainer et d'autres projets de développement seront entamés.

Guellord Risasi

Goma vers une ville écologique : le maire Désiré Ngabo Kisuba lance une vaste campagne de reboisement



Dans un contexte marqué par les effets du réchauffement climatique, la ville de Goma s'engage progressivement dans une dynamique environnementale ambitieuse. Ce samedi 25 avril 2026, une vaste campagne de plantation d'arbres a été organisée sous la conduite du maire de Goma, Désiré Ngabo Kisuba, avec la participation active des étudiants de l'ISDR-GL et des agents municipaux.

Au total, plus de 2 000 arbres ont été plantés dans plusieurs artères du chef-lieu de la province du Nord-Kivu. Cette initiative vise à sensibiliser la population sur l'importance de l'arbre dans la vie humaine et à promouvoir une culture d'écocitoyenneté au sein de la

communauté.

Au-delà de la simple plantation, cette activité s'inscrit dans une vision plus large des autorités urbaines, celle de faire de Goma une ville propre, verte et résolument tournée vers le développement durable. Des espaces verts ont également été aménagés, traduisant une volonté claire d'améliorer le cadre de vie des habitants.

Dans son intervention, le maire Désiré Ngabo Kisuba a salué l'implication des étudiants et a insisté sur la responsabilité collective dans la transformation de la ville.

« Le destin de notre ville repose entre nos

mains. Ensemble, nous avons l'obligation de faire de Goma une ville propre, écologique et attractive. Continuons à reboiser notre ville et inspirons d'autres villes comme Bukavu à suivre cet exemple », a-t-il déclaré.

Du côté des étudiants de l'ISDR-GL, la participation à cette activité a été perçue comme un acte citoyen important. Plusieurs d'entre eux ont souligné l'importance des arbres, notamment dans une ville exposée aux risques environnementaux liés à son caractère volcanique.

« Les arbres sont essentiels à la vie. Ils nous fournissent de l'oxygène et contribuent à l'équilibre de notre environnement. Dans une ville comme Goma, planter des arbres est une nécessité », a témoigné un étudiant.

Dans le cadre de cette initiative, un espace situé non loin du port public de Goma a été attribué à l'ISDR-GL afin de poursuivre les activités de reboisement et d'aménagement. Les responsables de l'institution ont salué ce geste, qu'ils considèrent comme une opportunité de contribuer activement à la transformation écologique de la ville.

Le maire a également lancé un appel aux autres institutions et structures locales à s'impliquer dans cette dynamique, afin de faire de Goma une ville modèle en République démocratique du Congo, tant sur le plan environnemental que touristique.

Cette campagne de reboisement marque ainsi une étape importante dans la construction d'une ville plus résiliente face aux défis environnementaux, avec l'ambition de faire de Goma une référence nationale en matière de gestion écologique.

****Guellord Risasi****

****Kinshasa : polémique autour d'un procès de braquage, 20 millions de francs congolais introuvables à l'audience****

Une vive controverse entoure un procès de braquage à Kinshasa, après la disparition d'une importante somme d'argent censée avoir été saisie lors de l'arrestation de trois présumés cambrioleurs.

Le Tribunal militaire de garnison de la Gombe, siégeant en foraine à Barumbu, examine depuis le 23 avril 2026 un dossier lié à un braquage au quartier Mozindo. Les suspects auraient emporté près de ****20 millions de francs congolais et plus de 9 000 dollars américains****.

Cependant, lors de l'audience du 24 avril, ****les sacs présentés comme pièces à conviction étaient vides****, alors que la victime affirme que l'argent avait été récupéré par les forces de l'ordre au moment de l'interpellation.

Cette situation soulève une question centrale : ****où est passé l'argent saisi ?****

Au-delà de ce dossier, cette affaire interpelle directement les forces de l'ordre sur la gestion des biens récupérés lors des opérations. La traçabilité des pièces à conviction est une exigence fondamentale



pour garantir une justice crédible.

Les autorités compétentes sont appelées à faire toute la lumière sur cette disparition, afin de rassurer l'opinion publique et préserver la confiance dans les institutions.

Le verdict attendu le 27 avril 2026 devra non seulement statuer sur les faits, mais aussi apporter des éclaircissements sur cette zone d'ombre.

****— Rédaction TIC-TAC HEBDO****

Suisse : ce qui s'est réellement passé entre Kinshasa et l'AFC/M23 à Montreux



Les discussions tenues en avril 2026 à Montreux, en Suisse, entre les représentants du gouvernement de la République démocratique du Congo et ceux de l'AFC/M23 marquent une étape significative dans la relance du processus de paix à l'Est du pays. Dans un conflit caractérisé par sa complexité, sa dimension régionale et la multiplicité des acteurs impliqués, ces assises apparaissent comme un moment de clarification, mais aussi de repositionnement stratégique des parties.

Contrairement aux cycles précédents souvent dominés par des blocages, des communiqués unilatéraux ou des accusations mutuelles, les rencontres de Montreux ont abouti à un communiqué conjoint. Ce document, bien que technique dans sa formulation, constitue une base politique importante, car il formalise un minimum de convergence entre les parties sur des principes essentiels. Il traduit une volonté d'entrer dans une phase plus structurée du dialogue, orientée vers des mécanismes concrets plutôt que vers des déclarations d'intention.

Ces échanges sont intervenus dans un contexte particulièrement sensible. Sur le terrain, les tensions persistent, les mouvements de troupes continuent d'alimenter la méfiance et la situation humanitaire demeure préoccupante dans plusieurs zones du Nord et du Sud-Kivu. À cela s'ajoutent des accusations récurrentes de violations du cessez-le-feu, qui fragilisent toute tentative de stabilisation. Dans ce climat, la tenue même de ces discussions constitue déjà un signal important.

Le communiqué conjoint met en avant plusieurs engagements structurants. Il insiste notamment sur le respect du cessez-le-feu, la protection des populations civiles, la facilitation de l'accès humanitaire et la mise en place de mécanismes de suivi. Ces éléments,

bien qu'attendus, sont essentiels car ils constituent les piliers de toute dynamique de désescalade. Leur formalisation conjointe ouvre la voie à une meilleure lisibilité du processus pour les acteurs nationaux et internationaux.

L'un des points centraux des discussions de Montreux est le renforcement du mécanisme conjoint élargi de vérification du cessez-le-feu, le EJVM+. Ce dispositif, longtemps perçu comme technique et secondaire, devient désormais le cœur opérationnel du processus. Il est chargé d'observer les zones sensibles, de vérifier les incidents signalés et de produire des rapports fiables. L'objectif est clair : remplacer les accusations politiques par des faits vérifiés, afin de limiter les tensions et de prévenir toute escalade.

L'intégration de l'AFC/M23 dans ce mécanisme constitue une évolution notable. Elle traduit une reconnaissance implicite du rôle des acteurs présents sur le terrain dans la dynamique du conflit et, par conséquent, dans sa résolution. Cette approche, plus pragmatique, vise à responsabiliser toutes les parties et à rendre les engagements plus contraignants.

Cependant, la question de la mise en œuvre reste entière. L'efficacité du EJVM+ dépendra de plusieurs facteurs, notamment la liberté de mouvement de ses équipes, l'accès aux zones concernées, la qualité des informations collectées et la capacité des parties à accepter les conclusions produites. Sans ces conditions, le mécanisme risque de rester un outil formel sans impact réel.

Parmi les autres sujets sensibles abordés à Montreux figure la question de la libération des prisonniers. Ce point, souvent présent dans les processus de paix, est considéré comme un geste de confiance majeur. Sa mise en

œuvre effective pourrait contribuer à réduire les tensions et à créer un climat plus favorable à la poursuite du dialogue. À l'inverse, son blocage pourrait être interprété comme un signe de manque de volonté politique.

Les discussions de Montreux s'inscrivent également dans un cadre international plus large. Des partenaires comme les États-Unis et le Qatar ont exprimé leur soutien au processus, à travers des communications officielles et des initiatives diplomatiques. Cette implication internationale vise à accompagner les parties, à maintenir une pression constructive et à garantir un minimum de cohérence dans les efforts de paix.

Dans le prolongement de ces assises, la visite du chef de la MONUSCO à Goma s'inscrit dans une logique de transition vers une phase opérationnelle. Elle vise à évaluer les conditions de mise en œuvre des engagements et à renforcer les mécanismes de suivi sur le terrain. Elle traduit également l'importance accordée à la dimension locale du processus, là où les décisions prises doivent produire des effets concrets.

Pour les populations du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, l'enjeu dépasse largement les discussions diplomatiques. Les attentes sont claires : sécurité, libre circulation, accès aux services de base et reprise des activités économiques. Les engagements pris à Montreux ne seront jugés qu'à l'aune de leur impact sur ces réalités quotidiennes.

Ainsi, Montreux marque moins une conclusion qu'un point de départ. Il ouvre une nouvelle phase du processus, caractérisée par la nécessité de passer du dialogue aux actes. Cette transition constitue le véritable test de crédibilité des engagements pris.

Pour les diplomates et les partenaires internationaux, la priorité doit désormais être d'accompagner cette phase avec rigueur, en veillant à la mise en œuvre effective des mécanismes, à la transparence des processus et à la cohérence des actions. Une attention particulière devra être accordée aux signaux envoyés par les parties, qu'ils soient positifs ou négatifs.

En définitive, la réussite du processus engagé à Montreux dépendra d'un équilibre délicat entre volonté politique, mécanismes techniques et pression internationale. Sans cet équilibre, les avancées enregistrées risquent de rester limitées. Avec lui, une dynamique de stabilisation durable pourrait progressivement émerger.

****Rédaction TIC-TAC HEBDO****